



BASE ROUGE

Bulletin du Comité local de Saint-Nazaire-Presqu'île du
Nouveau Parti Anticapitaliste

N°04
4 mars 2017

★ EDITO

La campagne présidentielle amène chaque semaine son lots d'événements plus écoeurants les uns que les autres.

Fillon, dont les malversations sont maintenant entre les mains de juges d'instruction, avait pourtant déclaré le 16 février :

" Je m'en remets au seul jugement du suffrage universel."

Aucune trace du travail qui aurait pu justifier les salaires cumulés par Pénelope Fillon et leurs enfants pour plus d'un million d'€ au total. S'il n'hésite pas à se poser en victime, et veut se maintenir coûte que coûte, des rats quittent le navire qui tangue dangereusement !

Quant à la milliardaire Marine Le Pen, elle-même menacée, un de ses proches, Frédéric Chatillon, a été mis en examen le 15 février pour abus de biens sociaux. A la tête d'une entreprise de communication, il avait surfacturé certains matériels de propagande électorale en 2014 et 2015. Elle n'en dit rien et refuse, par ailleurs, de se rendre aux convocations des enquêteurs sur l'affaire de ses assistants au Parlement européen.

Deux poids deux mesures

Ces gens-là sont quasiment assurés de l'impunité et quand ils sont condamnés, comme le fils Balkany tout dernièrement, ils évitent la prison en payant une caution -100000 euros dans ce cas. Comme le sont aussi les policiers auteurs des violences sur Adama, Théo et tant d'autres, victimes du délit de "faciès".

Par contre, c'est en comparution immédiate que passent certains des jeunes qui manifestent pour dénoncer ces injustices et c'est à de la prison ferme qu'ils sont condamnés.

La répression contre les manifestations se généralise et s'aggrave sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Les ordres viennent d'en haut, du gouvernement, des responsables de l'État et ces décisions constituent de graves atteintes aux droits démocratiques comme vient de le dénoncer *Amnesty International*.

Leur monde et le nôtre

En cette fin de règne, on ne compte plus les "affaires", le scandale des détournements de fonds publics ou abus de biens sociaux, pots-de-vin sous toutes leurs formes. Mais on évoque rarement les affaires, beaucoup plus lucratives encore, que

constitue l'accaparement des richesses produites par les salariés-e-s par une infime minorité de gros actionnaires.

36 des 40 entreprises du CAC40 ont réalisé, en 2016, 73,2 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de plus de 20 % par rapport à 2015.

9,8 milliards d'euros pour Sanofi, 7,7 pour la BNP, 5,83 pour Axa, 2,93 pour Orange, etc. Partout des bénéfices qui résultent des licenciements et des subventions de l'État.

Rompre avec la propriété capitaliste

Du côté des Républicains, du Front national, du Parti socialiste ou de Macron, tous les programmes visent à réduire encore la part des richesses qui va à la population, aux travailleurs et aux jeunes pour augmenter celle des plus riches.

La rupture avec le système n'est pas vraiment inscrite dans le projet de protectionnisme "solidaire" de Mélenchon qui fait l'impasse sur la remise en cause de la propriété capitaliste et la mobilisation, massive et unitaire, nécessaire pour y parvenir.

Les députés, les sénateurs, les ministres et les candidats sont tous des professionnels de la politique. Les députés reçoivent au total plus de 13 000 euros par mois ! Pas étonnant qu'ils soient loin de nos préoccupations.

Il faut que les éluEs soient rémunéréEs par un revenu équivalent au salaire moyen (2300 euros bruts) et qu'ils soient révocables, il faut le droit de vote des étrangers et la proportionnelle à toutes les élections. Il faut s'attaquer aux lieux réels du pouvoir : les institutions, les banques, les grands groupes industriels et financiers, c'est-à-dire la propriété privée capitaliste.

Les travailleurs doivent contrôler toute l'économie, puisque ce sont eux qui produisent les richesses.

Voilà ce que nous, le NPA et notre candidat PHILIPPE POUTOU, défendons dans cette campagne.

MEETING A NANTES

MERCREDI 29 MARS - 18 H 30

LA MANUFACTURE

10 bis, boulevard de Stalingrad

BATIMENT : LE RETOUR DU LIVRET OUVRIER

La carte d'identification professionnelle BTP va devenir obligatoire pour 2 millions de personnes qui travaillent dans le bâtiment en France. L'annonce a été faite par le gouvernement début janvier.

Véritable sésame pour avoir simplement le droit de gagner son salaire, la carte sera équipée d'un QR code. Celui-ci permettra aux agents de contrôle de vérifier rapidement si le salarié a bien été déclaré. Et après ? « Dehors », dira-t-on au salariéE qui n'a pas sa carte ?

Les plus grosses affaires de travail illégal impliquent les grands groupes du secteur qui ont recours à des fraudes complexes, nécessitant des semaines d'enquêtes pour les mettre à jour... Et des années pour obtenir une condamnation bien souvent symbolique, comme sur le chantier EPR de Flamanville où Bouygues a été condamné à seulement 25 000 euros d'amende pour avoir exploité – en dessous du SMIC et sans droit à congés ni chômage – 500 Polonais et Roumains.



UN MORT TOUS LES DEUX JOURS...

En réalité, les mesures à prendre impliquent de réduire les profits colossaux des majors du secteur, ce que ce gouvernement - ni aucun grand candidat - ne propose de faire...

La sous-traitance devrait être tout simplement interdite et le régime du détachement abrogé, pour que cessent de coexister sur les chantiers des myriades de salariéEs aux statuts, aux salaires et aux avantages différents, mais travaillant néanmoins au profit d'un seul et unique donneur d'ordre.

Il y a encore un mort tous les deux jours à la suite d'un accident du travail dans le BTP. Alors il est clair que ce dont ont réellement besoin les ouvrierEs du secteur, ce n'est pas d'une frénésie de contrôles du style Pétain et de relents xénophobes sur les entreprises étrangères qui détachent des ouvriers à bas coût. Le problème, c'est d'en finir avec les directives européennes qui organisent l'exploitation des ouvriers, c'est l'égalité des droits, c'est d'améliorer la sécurité et donner les moyens à l'inspection du travail d'être efficace.

Exactement l'inverse de la politique actuelle !

Comité NPA Inspection du travail

Ce bulletin - BASE ROUGE - veut informer les travailleurs et jeunes des positions et initiatives politiques du NPA St Nazaire. De nos combats en France, en Europe et dans le monde contre les plans d'austérité imposés par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et les gouvernements à leurs ordres ; pour une société libérée de l'exploitation, du racisme, du sexisme et de l'oppression. Il souhaite aussi rendre compte des résistances sociales sur notre ville et sur le département.

Ce bulletin est donc ouvert à tous les militants politiques, syndicaux, associatifs et autres, engagés dans le combat pour renverser l' "ordre" capitaliste.
POUR NOUS CONTACTER ou ENVOYER VOS ARTICLES : npastnazaire44@orange.fr

QU'EST-CE QU'ÊTRE DE GAUCHE ?

« Y a-t-il une gauche en France ? Je ne suis pas sûr, en tout cas pas du côté de ceux qui ont le pouvoir. Pour moi, seuls les syndicats sont de gauche, et encore, pas tous !

C'est quand même un gouvernement soi-disant "de gauche" qui nous a imposé la loi El Khomri, qui remet en question tous les droits des travailleurs. Avec l'annualisation du temps de travail sur trois ans, on pourra se retrouver à bosser quasi jour et nuit ... On n'aura plus de vie de famille, que le travail. **Même les congés payés sont remis en cause.** C'est de gauche, ça ?

Les patrons auront le droit d'avoir recours au CDI juste quand ils en auront besoin. Ils pourront jeter les gens ensuite sans payer les primes de précarité auxquelles avaient droit les intérimaires et les CDD. Les gens ne pourront plus rien faire. Avec un CDI, nous pouvons souscrire un emprunt, s'acheter un logement et être un peu tranquille. C'est ça que veulent les gens. Ce n'est pas grand chose en fait, mais même ça, ils l'enlèvent !

Une mesure de gauche urgente, ce serait d'abroger cette loi travail, entièrement, et protéger les ouvriers réellement.

Il faut arrêter de tout donner au patronat : le fric, tous les droits, aucun risque de finir en prison même s'ils ont des ouvriers qui meurent au boulot. Il faut voir comment ils se sont gavés encore cette année, tandis que nous n'avons rien du tout...

Tout augmente, sauf les salaires... **Valoriser les gens qui travaillent et arrêter les cadeaux aux grands patrons :** voilà une autre mesure de gauche très urgente. On va se retrouver avec l'extrême droite à cause de leur mépris.

Être de gauche, c'est arrêter de mépriser les ouvriers, de les trouver sales et encombrants quand ils sortent dans la rue. Ce sont eux qui font la richesse de la France ! Certains politiques, comme **Olivier Besancenot** ou **Philippe Poutou**, parlent de nous avec respect. Eux connaissent le travail. Les autres ne sont pas fatigués. Forcément, dormir à l'Assemblée nationale ou au Sénat, c'est facile. On peut faire ça jusqu'à 80 ans sans problèmes...

Ceux qui sont au pouvoir ne savent pas ce que c'est de s'user le corps à cravacher toute une journée, par tous les temps. Comment pourrais-je continuer à **travailler jusqu'à 67 ans ?** C'est impossible. Je vais mourir au travail. Je ne servirai plus à rien. Je ne serai même plus compétitif.

Les gens sont en colère. Ils n'en peuvent plus d'être pris pour des imbéciles, pour des moins-que-rien. Un jour, on va se retrouver avec l'extrême droite, à cause de leur mépris. Et on accusera encore les Français de base, les ouvriers, en les traitant d'abrutis. »

Karl, 52 ans, docker à Saint-Nazaire,
cité par Bastamag dans sa série #imaginela gauche.
Propos recueillis par Nolwen Weiler.